

PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE

Bureau des Procédures Environnementales

Arrêté préfectoral de mise en demeure imposant à la coopérative agricole de Lorraine sise à PONT-A-MOUSSON de respecter les dispositions des articles 9 et 15 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié et 26 de l'arrêté préfectoral n°14692 du 21 mai 1987

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

N° 2012/267

Vu le code de l'environnement, notamment son article L514-1 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté préfectoral n°14.692 du 21 mai 1987 autorisant la Coopérative Agricole Lorraine, sise à LAXOU à exploiter des silos de stockages de céréales sur le territoire de la commune de PONT-A-MOUSSON ;

Vu l'arrêté du 29 mars 2004 modifié relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 10 Août 2012 ;

Considérant que les installations ayant fait l'objet d'un contrôle inopiné le 9 août 2012 ne sont pas conformes aux dispositions des articles 9 et 15 de l'arrêté du 29 mars 2004 modifié ;

Considérant que les non-conformités constatées peuvent générer des risques d'incendie et d'explosion ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;

Adresse postale : Préfecture de Meurthe-et-Moselle 1, rue Préfet Claude Erignac – Co 60031 – 54038 NANCY CEDEX

Téléphone : 03 83 34 26 26 Fax : 03 83 34 52 34

Accueil du public : 6, rue Sainte Catherine 54000 NANCY

Retrouvez les horaires d'accueil des services sur <http://www.meurthe-et-moselle.gouv.fr> ou sur notre serveur vocal 03 83 34 22 44

ARRETE

Article 1 :

La COOPERATIVE AGRICOLE LORRAINE, sise rue de la Vologne à LAXOU est mise en demeure, pour ses installations implantées sur le territoire de la commune de PONT-A-MOUSSON de respecter **sous un délai de deux mois** les dispositions des articles 9 et 15 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié et 26 de l'arrêté préfectoral n°14692 du 21 mai 1987

Article 2 :

En cas de carence de l'exploitant, les sanctions administratives prévues à l'article L514-1 du code de l'Environnement susvisé, pourront être appliquées à son encontre, indépendamment des poursuites pénales.

Article 3 :

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Article 4 :


le secrétaire général de la préfecture, l'inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

- au directeur de la coopérative agricole lorraine

Et dont copie sera adressée :

- au maire de PONT-A-MOUSSON

NANCY, le 21 AOUT 2012


Le Préfet,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFET